

● Juriste en propriété intellectuelle et innovation – Parcours 6 jours

Certification Lefebvre Dalloz

Code
44236

Durée
6
jours

Tarif Inter*
5 999 €
HT

*Repas inclus (en présentiel)

PUBLIC

Directeurs juridiques – Responsables juridiques – Juristes en propriété intellectuelle

PRÉ-REQUIS

Être confronté(e), dans sa pratique, à des problématiques de propriété intellectuelle et d'innovation ou avoir suivi la formation :

🔗 [Droit de la propriété intellectuelle : fondamentaux \(23408 \)](#)

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

Le parcours fera l'objet d'une évaluation des compétences. Cette évaluation est la garantie de la qualité et de l'efficacité du transfert de compétences durant le parcours. En présentiel ou distanciel, en synchrone ou asynchrone, pendant ou à l'issue du parcours, la réussite de l'évaluation donnera lieu à un certificat «?Lefebvre Dalloz?».

ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : care-formation@lefebvre-dalloz.fr

Objectifs pédagogiques

- Effectuer une protection adaptée aux innovations, créations et savoir-faire de l'entreprise
- Mettre en œuvre une stratégie de protection des technologies innovantes
- Evaluer les impacts du droit de la concurrence et le cadre européen applicable aux accords de transfert de technologie et de R&D

Programme de la formation

Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur recevra vos objectifs de progrès. Auto-évaluez vos compétences pour suivre vos progrès à l'issue de votre formation.

Propriété intellectuelle et droits de propriété industrielle (2 jours)

Optimiser ses droits de propriété intellectuelle et industrielle

Déterminer les droits pertinents pour l'entreprise

- Identification des brevets dominants, des marques, dessins et modèles concurrents
- Acquisition des droits sur les activités stratégiques
- Identification des activités moins stratégiques
- Ckeck-list : les droits stratégiques pour son entreprise

Adopter une posture de partenariat

- Liste des sous-traitants
- Recours aux modes opérationnels pour travailler en bonne intelligence
- Mise en situation : quelle posture adopter dans un contexte donné ?

Conclure les contrats adaptés à la protection des DPI

Lister les contrats utiles à la protection des DPI

- Contrat de confidentialité/de non-divulgaration
- Contrat de savoir-faire : définition et modalités opérationnelles liées au dossier technique secret

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

- Contrats de brevets, dessins et modèles et marques
- Brevets unitaire européen
- Cas pratique: points clés des contrats sélectionnés

Établir les contrats de recherche, de consortium et de partenariat

- Contrats de R&D, partenariats privés ou publics/privés, consortium
- Contrats d'approvisionnement : contrats de fabrication et contrats de distribution
- Cas pratique : repérer les clauses particulières

Rédiger les contrats informatiques et de protection du logiciel

- Cession d'un logiciel propriétaire
- Cession d'un logiciel comprenant des briques de logiciels libres
- Cession d'une application mobile : interface graphique, droits d'auteur, concepteurs salariés ou indépendants
- Cas pratique : points clés sur les différents modes de cession

Identifier les risques juridiques tenant au transfert ou à la communication des DPI

Évaluer les conditions financières de la cession des DPI

- Évaluation du prix de cession : méthodologie et aide à la négociation
- Licensing : structure de prix du contrat
- Débat : bonnes pratiques quant aux modes d'évaluation

Déterminer les conséquences fiscales en fonction de l'opération projetée

- Apport, cession ou licence : régimes applicables
- Choix de l'ingénierie juridique
- Cas pratique : quelle fiscalité applicable ?
Protection du savoir-faire (1 jour)

Caractériser le savoir-faire protégeable

Définir le savoir-faire

- Critères
- Savoir-faire vs invention protégée
- Débat : quel sont les enjeux ?

Protéger le savoir-faire

- Repère du savoir-faire protégé
- Détermination des textes applicables
- Brainstormings : que recouvre le secret des affaires et comment l'appliquer au niveau du savoir-faire ? qu'est ce que la blockchain et ses conséquences sur la protection du savoir-faire ?

Implémenter un dispositif de protection adapté aux risques propres à l'entreprise

Encadrer contractuellement le savoir-faire

- Vis-à-vis de ses salariés : savoir-faire technique ou commercial, protection par la création d'un droit privatif, protection des inventions des salariés, protection par le contrat
- Vis-à-vis de ses partenaires commerciaux : recours aux accords de confidentialité, contrat de licence de savoir-faire, contrat de fabrication ou de sous-traitance, transfert de technologie
- Partage d'expériences : comment maîtriser les risques afférents au transfert de technologie ?

Organiser les contrats de communication de savoir-faire

- Obligations réciproques des communicants
- Engagements d'exclusivité
- Clauses interdites
- Précautions à prendre lors de sa négociation
- Fin du contrat
- Exercice d'application : étudier un contrat de communication de savoir-faire

Intenter les actions adéquates en cas d'atteinte au savoir-faire

Distinguer les actions ouvertes en matière pénale

- Action en divulgation d'un secret de fabrique
- Action en contrefaçon
- Autres actions
- Cas pratique : choisir l'action requise

Obtenir une indemnisation pécuniaire civile de la violation du savoir-faire

- Action en concurrence déloyale
- Action en revendication
- Cas pratique : évaluer son préjudice Technologies Innovantes (1 jour)

Identifier les technologies innovantes

Dresser un état des lieux

- Web 3.0 /Blockchain
- Objets connectés
- Intelligence artificielle/Big Data

Repérer les technologies innovantes en entreprise

- Listing
- Comment innover ?



Autodiagnostic : les technologies innovantes dans votre entreprise

Déterminer les nouveaux enjeux

Elaborer des stratégies en considération des nouvelles technologies

- Impacts particuliers de l'Intelligence artificielle
- Nouveaux process

Cerner les règles spécifiques

- Réglementation et normes générales/spécifiques
- Risques juridiques liés à l'implémentation des technologies innovantes
- Débat : la propriété intellectuelle des œuvres générées par l'IA

Valoriser les technologies innovantes sur le plan juridique

Encadrer le projet innovant

- Confidentialité
- Stratégie de valorisation de l'innovation

Appliquer les clauses spécifiques aux technologies innovantes

- Clauses essentielles des contrats
- Aménagement de la responsabilité (chaîne de resp., limitations)
- Cas pratique : rédaction de clauses

Innovations en droit de la propriété industrielle et droit de la concurrence (2 jours)

Définir une stratégie contractuelle de protection des droits de propriété industrielle (DPI)

Déterminer les droits pertinents pour l'entreprise

- Identification des brevets dominants, des marques, dessins et modèles concurrents
- Acquisition des droits sur les activités stratégiques
- Identification des activités moins stratégiques
- Ckeck-list : les droits stratégiques pour son entreprise

Adopter une posture de partenariat

- Liste des sous-traitants
- Recours aux modes opérationnels pour travailler en bonne intelligence
- Mise en situation : quelle posture adopter dans un contexte donné ?

Conclure les contrats adaptés à la protection des DPI

Lister les contrats utiles à la protection des DPI

- Contrat de confidentialité/de non-divulgaration



- Contrat de savoir-faire : définition et modalités opérationnelles liées au dossier technique secret
- Contrats de brevets, dessins et modèles et marques
- Brevets unitaire européen
- Cas pratique: points clés des contrats sélectionnés

Établir les contrats de recherche, de consortium et de partenariat

- Contrats de R&D, partenariats privés ou publics/privés, consortium
- Contrats d'approvisionnement : contrats de fabrication et contrats de distribution
- Cas pratique : repérer les clauses particulières

Rédiger les contrats informatiques et de protection du logiciel

- Cession d'un logiciel propriétaire
- Cession d'un logiciel comprenant des briques de logiciels libres
- Cession d'une application mobile : interface graphique, droits d'auteur, concepteurs salariés ou indépendants
- Cas pratique : points clés sur les différents modes de cession

Identifier les risques juridiques tenant au transfert ou à la communication des DPI

Évaluer les conditions financières de la cession des DPI

- Évaluation du prix de cession : méthodologie et aide à la négociation
- Licensing : structure de prix du contrat
- Débat : bonnes pratiques quant aux modes d'évaluation

Déterminer les conséquences fiscales en fonction de l'opération projetée

- Apport, cession ou licence : régimes applicables
- Choix de l'ingénierie juridique
- Cas pratique : quelle fiscalité applicable ?

Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources, auto-évaluer vos compétences acquises pendant votre formation et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel

A noter

...

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.

Prochaines sessions

...

A DISTANCE, PARIS

- 14 Sep. au 16 Oct. 2026

